XIIIe ANNÉE — N° 4155 — VENDREDI 2 MAI 1902

LA CROIX
DE ROUBAIX-TOURCOING

PARIS, VIIIe
5, rue Bayard, 5,
Téléphone : 514,36 — 524,45

84, Grande-Rue, 84

85, Rue des Ursulines, 85

LILLE
15, rue d'Angleterre, 15,
Téléphone : 672

ADVENIAT REGNUM TUUM

LA JOURNÉE

M. Brisson vient d'accepter la candidature à Die. Il est donc définitivement battu à Paris.

×

Le 1er mai passe inaperçu à peu près partout.

Les ouvriers travaillent comme à l'ordinaire. Le chômage partiel n'a lieu que dans quelques rares centres ouvriers.

×

L'assassin de M. Sipiaguine a été condamné à mort.

Il sera pendu le 3 mai.

×

On a répandu le bruit, hier, à Londres, que Delarey et 3 commandos importants s'étaient rendus aux Anglais.

C'était une fausse nouvelle qui a favorisé un gros coup de Bourse.

La vérité est que ce n'est pas avant deux semaines encore qu'on sera fixé sur le résultat des négociations pour la paix.

×

Les nouvelles de la reine Wilhelmine sont très bonnes. On ne publiera plus qu'un seul bulletin par jour.

×

Les deux accusés du meurtre du capitaine Kronigk ont été acquittés.

×

L'affaire du colonel Grimm, le traître russe, n'est pas terminée; mais on sait que c'est à l'Autriche et non pas à l'Allemagne qu'il a vendu des plans de forteresses. On juge que c'est moins dangereux.

On pense qu'il sera condamné à huit ou neuf ans de forteresse.

×

Une insurrection qu'on dit grave vient d'éclater dans l'Yemen. Le gouvernement turc y envoie des troupes.

×

La Chine vient de payer le quatrième terme de l'indemnité qu'elle doit aux puissances.

×

La révolution s'accroît à Haïti.

LE SHAH DE PERSE A ROME

Rome, 1er mai. — Le Shah de Perse arrivera à Rome dans la première quinzaine de mai. Il logera au Quirinal, où l'on est en train de préparer des appartements. Le Shah se rendra également officiellement au Vatican.

On sait que les catholiques résidant en Perse jouissent d'une grande liberté religieuse.

(*Paris-Nouvelles.*)

INCIDENTS A CONSTANTINOPLE

Constantinople, 1er mai. — Hier soir, pendant une promenade sur la colline Tchamlidja, à une heure de distance de Pera, une quinzaine de prêtres catholiques ont été maltraités par les soldats. Le consulat français a ouvert une enquête.

POUR LES BALLOTTAGES

Nous recommandons très spécialement à nos amis un petit tract illustré de 2 pages : **Le réveil de Rider**, extrait du *Pèlerin*.

Prix : 0 fr. 30 le 100 ; 1 fr. 40 les 500 ; 2 fr. 75 le 1 000 ; 25 fr. les 10 000. Port en sus.

Commander d'urgence 5, rue Bayard, Paris.

« Des francs-maçons, il n'en faut plus »

C'est le titre d'une superbe affiche qui sera d'une grande utilité pour le scrutin de ballottage. Elle dénonce l'hypocrisie et le danger de la secte.

En vente au secrétariat électoral à Puteaux, 56, rue de Colombes et 5, rue Bayard. Format double colombier 0 fr. 25 ; si on la veut timbrée, 0 fr. 34 de timbre en plus.

LE MORT RÉCALCITRANT

Le ministère Waldeck-Millerand ne veut pas reconnaître sa défaite. Il lui manque aussi cette pudeur.

Il ergote sur les chiffres. Il épilogue sur les nuances. Et parce qu'il a retrouvé Tourgnol et Trouillot, il soutient qu'il a vaincu. — C'est excessif.

Il compte parmi les siens ceux qu'il a le plus violemment combattus, ceux qui maintes fois, lui ont témoigné la répugnance, la répulsion et le mépris inspirés par ses actes de tyran et de sectaire.

On le lui a catégoriquement démontré il y a trois jours. Mais que lui importent la logique et le bon sens? Il est buté à cette idée qu'il a « sauvé la République » et qu'il a le droit de monter au Capitole. L'osera-t-il?

Comme un robin véreux, comme ces brasseurs d'affaires louches qui grattent leurs papiers et tronquent leurs additions pour dissimuler plus longtemps leurs fraudes, il établit et fait établir par ses complices des calculs qui ne sont qu'impudentes fantasmagories à éblouir les ignorants et les niais.... C'est proprement la preuve de sa culbute. Et il l'étale lui-même.

Cette attitude est celle qu'un vaudeville, jadis fameux, attribuait au mort récalcitrant! Il n'y avait plus que des vers dans ce cadavre. C'était la seule vie à laquelle il pouvait prétendre encore.

Si vraiment ce ministère était victorieux, lui verrait-on cette ridicule et piteuse allure?.. Il s'est hâté d'envoyer des bulletins mensongers aux journaux étrangers, aux Anglais et aux Allemands justifiant ainsi, jusque dans sa convulsive agonie, la flétrissure ineffaçable qu'il gardera dans l'histoire. Il a été le « ministère de l'étranger ». Il est mort « ministère de l'étranger ».

Et voici, pourtant, que ses derniers partisans s'indignent qu'on ait usé de cette batterie pour le canonner! Ils plaident pour lui les circonstances atténuantes. Et nous les entendons bêler à leur tour qu'il a sauvé la République.

Il faut en finir avec ce rabâchage...

La République n'était pas en cause. Elle n'était point en péril.

Personne ne l'a jamais moins menacée.

Tous les partis l'ont affirmé par la voix de leurs chefs les plus autorisés.

La bataille ne fut pas engagée contre elle; mais seulement contre des indigènes, des malfaisants et des ineptes qui ont pris le pouvoir, avec l'appui de l'étranger, pour fausser la justice, et qui l'ont conservé avec le même appui.

Une fois de plus, voilà la vérité.

Non, la République n'était pas menacée. Tous les partis ont désarmé devant elle. Il n'y avait donc point à la sauver.

Mais ce qui était menacé et ce qu'il fallait sauver à tout prix, c'était la liberté, c'était la justice, c'étaient les droits de la famille, c'était la sécurité de nos foyers mise en grave péril par l'amoindrissement et la désorganisation des forces nationales, c'était la richesse du pays gaspillée avec une effronterie sans pareille, c'était l'industrie livrée à des énergumènes qui se font des rentes avec les grèves et sous la protection d'un ministre qui se moque des travailleurs, boit du meilleur et s'arrondit quand les ouvriers cherchent du travail qu'ils ne trouvent pas ou crèvent de misère et de faim.

Voilà la raison de cette poussée dirigée avec tant d'énergie contre ce ministère le plus funeste que la France ait jamais eu à supporter.

C'est au cri unique : « A bas Waldeck! » que la masse honnête et réfléchie du corps électoral est allée dimanche dernier au combat.

C'est au même cri qu'elle ira encore le 11 mai dans les circonscriptions où il y a des ballottages à régler.

Toutes les arguties, tous les calculs, toutes les objurgations des scribes encore aux gages des ministres ne changeront rien à cette situation.

Demandez donc aux ministériels de l'ancienne Chambre réélus le 27 avril, s'ils vont revenir avec la pensée de rester les hommes-liges, les âmes damnées de cet abominable ministère de trahison et d'oppression des consciences? Lisez leurs professions de foi, et voyez comme ils se sont appliqués à atténuer des fautes qui furent aussi les leurs, et à excuser des crimes dont ils furent les complices, mais dont ils rougissent aujourd'hui.

Enfin donc, enfin la France qui depuis trois ans a tant souffert dans sa dignité, dans son honneur abaissés, dans sa fortune dilapidée, dans ses intérêts compromis, dans ses libertés amoindries, dans la justice qu'on lui marchandait, enfin la France aperçoit à l'horizon pointer l'aube de sa délivrance et de son relèvement.

Le vote du 11 mai renforcera les résultats acquis. Et les électeurs à qui cette tâche souveraine incombe, en achevant de pousser au sépulcre ce ministère infâme, ce cadavre récalcitrant, se souviendront qu'« il est des morts qu'il faut qu'on tue! »

A. P-B.

GAZETTE DU JOUR

LA SARTHE CONTRE M. CAILLAUX

Nous avons déjà montré que le ministère avait été mis en minorité dans le pays dimanche dernier.

Le département de M. Caillaux a mis en fait en particulière évidence.

Voici un petit tableau qui ne manque pas d'intérêt :

Voix ministérielles	
Ajam	7 922
Deschamps	2 720
Lebert	7 532
D'Estournelles	12 141
Caillaux	13 547
Gigon	4 621
Total	47 853
Voix antiministérielles	
Fouché	12 000
Galpin	11 133
D'Aubigny	10 777
Senart	11 515
Cavaignac	10 557
Total	55 982

Donc, le département de M. Caillaux, par 8 149 voix, s'est prononcé contre le ministère dont M. Caillaux est le pire ornement.

LE PLUS JEUNE

Nous avons dit que le plus grand des nouveaux élus était M. de Saint-Pol, à Chartres.

Le plus jeune député à la législature sera probablement M. le baron Dedl, président des étudiants de l'Université catholique de Lille.

Il n'est âgé que de 25 ans et a été élu à Béthune contre M. Fanien.

MANIFESTATIONS ANTIRELIGIEUSES

Dans un certain nombre de départements et à Paris même, la proclamation du résultat du scrutin a été suivie de manifestations antireligieuses des plus caractérisées. A Béthune, à Ysaingeaux, à Castres, etc., les adversaires du candidat nationaliste ou catholique se sont livrés à des voies de fait qui ont fini par provoquer l'intervention de la gendarmerie. A Belfort, le nouvel élu, le citoyen radical Schneider, vient d'organiser des banquets où l'Eglise, les religieux et les prêtres ont été odieusement outragés. Ces démonstrations violentes nous permettent de nous rendre compte des sévices que nos ennemis auraient exercés contre nous, si la consultation électorale du 27 avril leur avait donné la victoire. L'énergie des patriotes a intimidé ces malfaiteurs.

VICTIME DE SON DÉVOUEMENT

Mercredi avait lieu, à Saint-Mandé, près Paris, au milieu d'une nombreuse affluence, les obsèques d'une religieuse, Mme Pierret, en religion Sœur Anne-Marie, de la Congrégation de Saint-Vincent de Paul.

Sœur Anne-Marie était âgée de 58 ans, et depuis plus de 30 ans elle donnait ses soins aux soldats malades à l'hôpital militaire Begin, à Saint-Mandé.

Sœur Anne-Marie a succombé à la tuberculose contractée au chevet d'un soldat du 13e régiment d'artillerie. Pour honorer cette victime du dévouement, tous les officiers et des délégations de toutes les troupes de la garnison de Vincennes ont suivi le corbillard qui a conduit la religieuse à sa dernière demeure, rendant ainsi un dernier hommage à celle qui était morte au champ d'honneur.

JOLI MOIS DE MAI

Pendant que d'autres interrogent les horizons électoraux pour les pronostics politiques, M. Jules Capré continue, du haut de son Observatoire, à étudier les vents pour essayer de nous dévoiler les secrets de la lune rousse. Voici ses pronostics pour le mois de mai :

Du 1er au 8 mai, période douteuse pour la France, la Suisse, l'Italie et l'Europe centrale.

Des minima barométriques se promènent dans le golfe de Gascogne, et, dans les premiers jours du mois, des orages sont à redouter, principalement le 4 mai, avec abaissement de la température et vent de Nord-Ouest.

Du 8 au 17, un régime de hautes pressions tend à s'établir au nord et à l'est du continent, en même temps que les basses pressions règnent à l'ouest et sur le golfe de Gascogne. Les 16, 17 et 18, abaissement de la température, et, le 14, passage d'un centre de gros orages sur les Alpes. N'oublions pas que la « lune rousse » ne se termine, cette année, que le 7 mai, et qu'elle peut, jusque-là et même quelques jours après, nous donner encore de ses fâcheuses nouvelles.

Du 17 au 31, M. Jules Capré craint, comme nous le disions, une très mauvaise période pour toute l'Europe occidentale : le 22 et le 27, il y aurait des orages de jour, et les 28, 29 et 30 des orages de nuit. Enfin, le 30 et le 31, on signalerait le passage d'une dépression générale sur tout le continent.

Si M. Capré a vu juste, le joli mois de mai sera plutôt désagréable.

MOT DE LA FIN

En correctionnelle :

— Accusé, je vous engage à peser vos paroles.

— Mon président, prêtez-moi les balances de la justice.

M. BRISSON
BAT EN RETRAITE SUR DIE

M. Brisson se regarde comme définitivement battu à Paris. Il regarde ce qu'il est. C'est la première fois que lui et nous, nous voyons de la même manière.

Aussi bat-il en retraite vers un pays où il n'est pas connu, pensant que ses gestes maçonniques et ses tirades contre « la Congrégation » peuvent encore pour un temps y faire impression.

Il vient d'accepter l'offre d'une candidature à Die. Tant pis pour les pauvres diables d'électeurs parisiens qui, confiants dans sa fidélité, ont cru qu'il resterait avec eux jusqu'à la dernière heure de la lutte! Ils sont lâchés! le grand chef laisse pleuvoir sur leurs pauvres chefs!

Allez à Die, Monsieur Brisson. Dans 4 ans, vous irez plus loin, jusqu'à ce que vous alliez à l'étranger, où vous êtes sûr d'être bienvenu et gardé.

Voici la note communiquée aux journaux par l'*Agence Havas* :

Die, 1er mai. — La Fédération républicaine de l'arrondissement de Die, qui comprend tous les conseillers généraux et d'arrondissement républicains, s'est réunie pour examiner la situation créée par le scrutin du 27 avril.

Onze candidats républicains : MM. Long Evêque et Ferrier, tous 3 conseillers généraux, se présentaient pour succéder à M. Louis Blanc, récemment élu sénateur. Le premier tour de scrutin ayant donné lieu à un ballottage, les 3 candidats ont proposé à la Fédération de se désister en faveur de M. Henri Brisson, si l'ancien président du Conseil consentait à se présenter dans l'arrondissement.

Une adresse a été immédiatement envoyée par la Fédération à M. Henri Brisson pour lui offrir la candidature.

M. Henri Brisson vient de faire savoir qu'il acceptait cette offre.

M. MILLERAND A LIMOGES

Le bruit court à Limoges que M. Labussière, député socialiste de Limoges, 1re circonscription, dont la santé est éprouvée, démissionnerait.

Le gouvernement le nommerait inspecteur des chemins de fer de l'Etat, et M. le ministre Millerand, dont la situation électorale à Paris n'est pas brillante, prendrait son siège, convaincu que les Syndicats ouvriers de Limoges lui apporteraient tout leur appui.

RÈGLEMENT DE VIE CHRÉTIENNE

Gracieux petit volume de 16 pages, format in-32 avec couverture bleue.

Prix 0 fr. 10, port 0 fr. 05 ; avec une reliure légère 0 fr. 25, port 0 fr. 10. Remises 7 pour 6, 15 pour 12, 70 pour 50, 150 pour 100. Paris, 5, rue Bayard.

Ce petit règlement de vie chrétienne peut servir de *memento* aux personnes désireuses de se rappeler leurs devoirs de piété et le moyen de les accomplir.

5, RUE BAYARD, PARIS, VIIIe

LA PROCHAINE CHAMBRE

Plus on creuse la signification de la lutte électorale et celle des résultats du scrutin de dimanche dernier, plus on demeure convaincu que nous marchons à la formation d'une majorité antisectaire et libérale.

Il est infime, le nombre des candidats, même députés ministériels sortants, qui ont défendu devant le suffrage universel l'intégralité de la politique ministérielle.

Alors que l'un des derniers votes de la majorité jacobine et sectaire a été contre la liberté d'enseignement, combien ont osé maculer leur programme de l'abrogation de la loi Falloux?

Les uns ont renié leur vote; les autres l'ont dénaturé en l'excusant par des explications mensongèrement atténuantes ; le plus grand nombre a piteusement négligé d'en parler.

Alors que le programme de la majorité ministérielle était : Sus à l'armée! Mâtons ses chefs, étouffons son prestige! quel est le programme électoral dans lequel il n'a pas été rendu hommage à l'armée et à ses officiers?

Quel candidat a pris à son compte les excès sans nombre, les perquisitions illégales, les arrestations scandaleuses, les spoliations et les déficits qu'il avait couverts de son approbation comme député?

De vieux clichés usés sur « le cléricalisme » ont servi à satisfaire les sectaires, et d'autres vieux clichés sur « la guerre au cléricalisme n'est pas la guerre à la religion » ont réussi à rassurer les imbéciles. Mais de défense des mesures tracassières, haineuses et persécutrices du ministère, il n'a été question, sauf dans de très rares circonscriptions, que pour les disculper en invoquant leur caractère *exceptionnel et transitoire*, et en inventant à leur décharge un péril imaginaire couru par la République.

Un des derniers partisans de la continuation de la politique ministérielle a été son principal bénéficiaire, M. le ministre baron Millerand. Le voilà, au second tour de scrutin, forcé par le suffrage universel de renoncer à sa prétention de perpétuer le régime de la haine et de l'ostracisme.

N'est-ce pas lui, n'est-ce pas son groupe, n'est-ce pas son ministère, n'est-ce pas sa majorité qui ont exclu, vers la fin de la législature, les progressistes de la République? Eh bien, dans sa dernière circulaire électorale, il appelle ses bannis à son secours : Venez défendre la République en ma personne, leur crie-t-il désespéré. — Défendre la République? lui répondent-ils, elle n'a pas besoin d'être défendue par lui qui n'est pas attaqué. La défendre en votre personne? Vous ne la représentez pas. Il ne s'agit donc que de défendre votre personne, et à cela nous nous refusons; car vous compromettez le sort de la République, en éloignant d'elle les plus dévoués et les plus fidèles de ses amis.

Mais les manœuvres désespérées de M. Millerand ne nous regardent pas. Ce qu'il importe seulement de retenir, c'est que lui aussi, lui-même, déserte la défense du ministère dont il fait partie.

La politique gouvernementale suivie pendant 3 ans étant rendue définitivement impossible, puisque les membres du gouvernement sont contraints de l'abandonner, il y a place nette pour une nouvelle politique.

Cette nouvelle politique est tracée par la majorité des programmes électoraux que le pays a ratifiés, c'est une politique exempte de haines misérables et de tracasseries mesquines; une politique de pacification, de tolérance et de concorde. Le pays voit enfin qu'il se meurt d'être divisé!

C'est pourquoi il a donné à ses élus mandat de rapprocher entre eux les citoyens que le dernier Cabinet a divisés les uns d'avec les autres, et de rendre la République, que dis-je? la France, habitable pour tous.

Le mandat pacificateur sera confirmé le 11 mai. Chacun de nos amis s'y emploiera : les élus, en soutenant les candidats avec l'autorité de leur victoire; les concurrents, en se désistant en faveur de leurs frères d'armes qui ont eu le plus de suffrages; les électeurs, en courant aux urnes.

Dans le camp adverse on a recours à tous les moyens, même à celui du travestissement, pour surprendre le suffrage universel comme on a surpris la Chambre. Nous, n'ayons recours qu'aux moyens droits et loyaux. Montrons-nous larges, tolérants, désintéressés, oublieux des mots regrettables échappés au cours d'une lutte électorale passionnée entre toutes; montrons-nous généreux dans la plus large acception du mot : — la France n'est-elle pas le pays de la générosité par excellence? — Et attendons en toute confiance le scrutin du 11 mai.

Il nous donnera le seul bien que, pour le moment, nous puissions ambitionner : le bien d'une majorité antisectaire et libérale qui nous assure la liberté pour tous et l'égalité devant la loi.

J. B.

Fraudes et manœuvres électorales

Nous continuons aujourd'hui à signaler les fraudes et manœuvres électorales qui nous sont dénoncées par nos correspondants. Pour la plupart des cas, le récit de ces fraudes constitue pour ainsi dire une déposition d'un témoin, et nos correspondants témoignent de ce qu'ils ont vu.

Vienne. — Le triomphe de M. de Montjou dans la 1re circonscription de Poitiers est d'autant plus significatif que les ministériels ont tout mis en œuvre pour assurer son échec.

C'est ainsi que le maire d'une commune voisine de Poitiers a été surpris pendant qu'il essayait de faire disparaître des bulletins portant le nom de M. de Montjou. Une enquête sera probablement ouverte.

Sarthe. — M. Gilbert de la Prade affirme, à l'encontre de M. Caillaux, ce fait de corruption électorale :

Dans une commune de la Sarthe dont je connais le nom, dit-il, le ministre du Déficit a donné 50 francs au maire pour distribuer cette somme à 5 cafés le jour des élections.

Ce n'est pas là un cas isolé ; cette méthode, M. Caillaux l'a pratiquée avec une ardeur et une générosité remarquables.

Si, malgré les décorations qu'il distribue à pleines mains, le ministre a en outre besoin, pour se faire élire, de verser à boire, il faut qu'il doute bien de son prestige personnel.

Loire-Inférieure. — A Nantes, la veille du scrutin, la ration de charbon allouée aux nombreux employés de la gare d'Orléans diminue brusquement, au grand déplaisir des intéressés. On leur fait discrètement comprendre que la ration pourrait être rétablie dans son intégrité si l'adversaire de M. Joüon, candidat antiministériel, est élu.

Ce charbon, venant à point pour chauffer la candidature officielle, constitue une manœuvre flagrante de corruption.

Dordogne. — Dans de nombreuses communes de la circonscription de Sarlat on a trouvé dans l'urne plus de bulletins que de suffrages émargés.

L'élection du ministériel Sarrazin ne peut manquer d'être contestée.

Basses-Pyrénées. — Nous avons déjà annoncé que l'élection, à Orthez, de M. Catalogne, ministériel, était contestée. La *Semaine de Bayonne* nous révèle les curieuses vicissitudes du scrutin :

A minuit, M. Lagoardette, candidat antiministériel, est déclaré élu à 37 voix de majorité.

A 1 heure du matin il est déclaré élu à 2 voix de majorité.

A 2 heures, M. Catalogne est proclamé élu à son tour.

A 2 h. 10, on annonce qu'il y a ballottage.

A 10 heures, M. Catalogne est redéclaré élu.

CHRONIQUE ÉLECTORALE

Paris. — *V^e arrondissement.* — M. Aubray adresse aux électeurs de M. Sautou l'appel suivant :

Un homme nous séparait.

Les services rendus à l'Hôtel de Ville depuis dix-sept ans, sa connaissance des affaires, les relations personnelles, vous empêchaient de vous détacher de lui, aussi longtemps qu'il restait candidat.

L'homme s'est retiré.

Qu'il vous indique ce qu'il fera, c'est son droit.

Qu'il prétende disposer de vos, de vos libres volontés, il ne vous fait pas cette injure.

Et alors, vous réfléchirez que son programme est bien rapproché du mien.

Que, nationaliste, j'ai entendu défendre l'armée dont M. Viviani et son parti poursuivent — aux termes et par ordre du Congrès de Tours — la suppression ;

Que, libéral, j'ai entendu défendre les libertés essentielles, base de la République, vaincre l'esprit de secte et de persécution ;

Que, antiministériel, je ne veux livrer mon pays, ni par un gaspillage budgétaire inouï, ni par des lois révolutionnaires, aux effroyables expériences des fous et des ambitieux.

Sur lequel de ces points, électeurs de M. Sautou, pouvez-vous être d'accord avec M. Viviani?

Sur lequel êtes-vous en désaccord avec moi?

Le péril pour la République c'est la confusion vivante.

INFORMATIONS DU SOIR

LA PEUR DES FRANCS-MAÇONS

Nous lisons dans le *Temps* :

Antérieurement à l'acceptation de la candidature dans la Drôme, M. Henri Brisson avait reçu mardi la lettre suivante :

« Monsieur le président et cher concitoyen,

» Les résultats du premier tour de scrutin dans le Xe arrondissement de Paris nous font craindre que l'esprit réactionnaire n'y ait fait trop de ravages pour que le succès puisse nous être assuré au deuxième tour.

» Dans ces conditions, nous demandons à notre ami Brisson, dont la présence à la Chambre est nécessaire, d'accepter une des offres nombreuses de candidatures qui lui parviennent des départements.

Nous pensons que, dans l'intérêt supérieur de la démocratie, vous comprendrez notre intervention auprès de vous et que vous engagerez, comme nous, Henri Brisson à Nyon, dans une autre circonscription, la bataille du 11 mai prochain.

Veuillez, etc.

DESMONS, vice-président du Sénat : COURNS, VALLÉ, sénateurs ; LÉON BOURGEOIS, CAMILLE PELLETAN, députés.

Brisson, le lugubre, a fait des signes de détresse et la Franc-Maçonnerie dont il est un des pontifes a tout mis en œuvre pour lui trouver un siège.

La lettre du F∴ Desmons, le président du Grand-Orient de France et des principaux maçons en est la preuve irrécusable.

BRISSON PART

Valence, 1er mai. — M. Brisson arrivera demain dans la Drôme pour commencer sa campagne. Il aura comme concurrent un candidat radical.

MESUREUR CHERCHE UN SIÈGE

Le bruit court que M. Mesureur cherche un autre fief, ayant été rendu à ses collections par les électeurs du IIe ; mais il n'irait pas aussi loin que M. Brisson ; on dit qu'il se présenterait dans la 6e circonscription de Saint-Denis (Puteaux-Courbevoie), où il compte que la coalition bigarrée des ministériels lui donnerait la majorité contre le colonel Féry. C'est peu probable. F∴ il faut mourir! pourquoi faire le récalcitran t?

LE RETOUR DE DRUMONT

Alger, 1er mai. — M. Drumont et ses collaborateurs se sont embarqués à midi à bord du *Maréchal-Bugeaud*, à destination de Marseille.

De nombreux amis les ont accompagnés au paquebot.

LE 1er MAI

Le 1er mai n'a donné lieu, à Paris et dans la banlieue, à aucune manifestation notable. Dans les grandes usines, les ouvriers sont venus aujourd'hui au travail comme de coutume.

Cependant à Ivry, la municipalité a suivi l'exemple de la municipalité de Lille et, cette année encore, le chômage est officiel.

Les délégations ouvrières, les groupements socialistes et les Syndicats ont été reçus, ce matin, à 10 heures, à la mairie d'Ivry, par la municipalité. Le maire, M. Ferdinand Rousset, qui est candidat aux élections législatives dans la circonscription d'Epernay, a prononcé quelques paroles.

Une distribution de secours avait été faite ce matin, comme chaque année, et des réjouissances publiques sont organisées cette après-midi. Le chômage est à peu près complet.

Mais on ne signale ni meetings importants ni manifestations dans la rue. Le 1er mai, en tant que manifestation révolutionnaire, a vécu.

Au meeting organisé cette après-midi à la Bourse du travail assistent un millier d'ouvriers de diverses corporations. Ils paraissent calmes, et aucune manifestation n'est projetée.

Saint-Quentin, 1er mai. — A l'occasion du 1er mai, la municipalité socialiste de Saint-Quentin a organisé de grandes réjouissances. Le marché hebdomadaire n'a pas lieu, les administrations et les magasins sont fermés, la ville présente une grande animation.

Bruxelles, 1er mai. — Le 1er mai belge subit l'influence de la récente grève générale. Les chômeurs sont beaucoup moins nombreux : Bruxelles travaille partout, quelques usines cessent à 4 heures de l'après-midi. A Gand, on compte quelques milliers de chômeurs métallurgistes et fleurs.

A Liège et dans le Borinage, il y a peu de chômeurs.

Des fêtes auront lieu le soir à Bruxelles ; tous les députés socialistes sont absents de la Chambre.

Montluçon, 1er mai. — Une délégation ouvrière d'une centaine de membres s'est réunie ce matin au cercle socialiste de la rue Damlette ; composée par M. Alexandre Dormoy, adjoint au maire de Montluçon, elle s'est rendue à 11 heures à l'Hôtel de Ville pour remettre le cahier des revendications du prolétariat.

Elle a été reçue par le maire, M. Constant, qui l'a assurée de son dévouement au prolétariat.

Les manifestants se sont ensuite rendus au cimetière Saint-Paul et ont déposé des couronnes sur la tombe de Jean Dormoy, ancien maire socialiste de Montluçon et initiateur des manifestations du 1er mai. Plusieurs discours ont été prononcés.

A l'issue de cette cérémonie, un banquet a eu lieu au cercle socialiste.

Le calme le plus complet règne partout : les ouvriers des grandes usines métallurgiques de Montluçon et des centres miniers du bassin de l'Allier travaillent.

(*Paris-Nouvelles.*)

A TRAVERS LA PRESSE
JOURNAUX DE JEUDI SOIR

L'ÉLECTION DE MILLERAND

Du *Journal des Débats* :

M. Millerand parle en vain de discipline et de République. « Seul candidat de la République au scrutin de ballotage, je fais, dit-il, avec pleine confiance appel à tous les républicains, sans distinction de nuances. »

Il n'est pas probable que cet essai de concentration réussisse auprès de tout le monde. M. Millerand ne dédaignerait pas les voix des modérés. Il estime que tout ce qui est républicain doit venir à lui, et que la discipline le veut ainsi.

C'est la prétention de tous les membres du gouvernement actuel de représenter seuls la République partout où ils vont.

Qui n'est pas pour eux est contre la République. Mais on sera difficilement croire que les voix de M. Chauvin, sur quelque candidat qu'elles se reportent, ne soient pas des voix républicaines.

M. Millerand n'a aucun droit d'exclure de la République M. Chauvin, ni même M. Péchin. Celui-ci est incontablement républicain, il est même socialiste : seulement, il est antiministériel.

Aucun devoir de discipline n'oblige les républicains et les socialistes à voter contre lui. M. Millerand cherche à donner le change aux électeurs.

Il voudrait rallier à lui jusqu'à ces républicains modérés et libéraux qu'il a toujours si vigoureusement combattus, et contre lesquels il a tourné depuis 3 ans toutes les forces gouvernementales.

Y réussira-t-il? « Républicain socialiste je suis, dit-il, et je reste. Mais l'heure n'est plus à des discussions de nuances. » C'est en quoi il se trompe.

Nous tenons M. Millerand, et M. Péchin pour également républicains, et ni l'un ni l'autre ne représente nos idées.

La différence est que le premier est responsable d'un passé où il a fait beaucoup de mal, et que le second est un homme nouveau auquel on ne peut rien reprocher.

Le succès de M. Péchin ne serait donc pas un échec pour la République ; il n'en serait un que pour M. Millerand et pour le ministère dont il fait partie.

PROLÉTAIRES, VOTEZ POUR DES BOURGEOIS

De l'*Univers* :

La *Petite République* bat le rappel en faveur des candidats de la coalition ministérielle :

Nous n'avons plus, dit-elle, à distinguer entre les candidats portés en tête de nos colonnes. A quelque fraction du parti républicain qu'ils appartiennent, nous leur devons un égal appui.

Qu'ils s'appellent Pierre ou Paul, leur nom n'importe plus : pour nous, ils s'appellent la République.

Nos adversaires nous donnent un bel exemple de discipline. Imitons-les.

Mais que doivent penser les bons socialistes, lecteurs de la *Petite République*, lorsque, après avoir été nourris, tous les jours, pendant 4 ans, de véhémentes diatribes contre les bourgeois, ils s'entendent, au moment du scrutin, donner l'ordre de voter pour un affreux capitaliste?

LES BONS APÔTRES

De la *Liberté* :

Depuis dimanche dernier, le *Temps* se donne un mal énorme pour reprendre la classification qu'il estimait, la veille, absurde et impossible.

Tout est changé. Il n'y a plus pour lui maintenant que des ministériels et des antiministériels : et il compte, il recompte, additionne, soustrait et multiplie avec un zèle infatigable.

Tous les journaux du gouvernement attendent chaque soir les derniers résultats des opérations compliquées auxquelles ne sont livrés les mathématiciens de la défense républicaine ; et ils les propagent, les commentent, les amplifient pour la plus grande gloire de M. Waldeck-Rousseau.

Celui-ci, en des attitudes de sibylle, reçoit dédaigneusement ces hommages et propose de nouvelles énigmes.

Il laisse entendre qu'il s'en ira après les élections.

C'est encore un truc. Se sentant condamné par le pays, les instigateurs de la funeste politique qui a abouti à la rupture de l'unité nationale, à la désorganisation de l'armée et à la ruine de nos finances, ont mis tous leurs soins à se dissimuler.

Ministériels, nous? Allons donc! Républicains. Voilà tout!

Et, le verdict à peine rendu, ils voudraient en faire profiter uniquement le ministère.

Ils se sont heureusement trop pressés de découvrir leurs desseins. La leçon sera bonne pour le second tour de scrutin.

Voyez, par exemple, M. Millerand. Il se félicitait naguère de l'attitude prise par les radicaux dans leur fameux Congrès où il fut décidé que les progressistes seraient désormais exclus de la République ; il les sollicite humblement aujourd'hui.

Il ne veut plus « de divisions de nuance ». Il ne s'agit plus de ministériels ou d'antiministériels, mais de la République même :

« Seul candidat de la République, dit-il, je fais appel avec une pleine confiance à tous les républicains », et il répète : « Sans distinction de nuances. »

Pourvu qu'il y ait assez de progressistes dans le XIIe arrondissement pour sauver la République!

N'empêche que s'il réussissait, vous verriez le ministère et le *Temps* rétablir aussitôt la nuance et s'attribuer tout le profit de ce succès. Ah! les bons apôtres.

Merci bien. La leçon d'hier nous servira pour demain.

On écrit de Brest que, sur la demande de la municipalité, le ministre de la Guerre consent à proposer une démolition partielle des fortifications des fronts de terre, à condition que la ville subviendrait aux charges de l'entreprise évaluées à 5 millions au moins.